

"Un Allemand se bat pour l'Assemblée de l'UEO" dans Frankfurter Allgemeine Zeitung (27 juillet 2000)

Légende: Le 27 juillet 2000, face à la question de l'avenir de l'Union de l'Europe occidentale (UEO), le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine Zeitung souligne les efforts de Klaus Bühler, président de l'Assemblée de l'UEO, pour le maintien de l'Assemblée en tant qu'organe de contrôle démocratique des décisions prises en matière de défense.

Source: Frankfurter Allgemeine Zeitung, Zeitung für Deutschland. 27.07.2000. Frankfurt/Main: FAZ Verlag GmbH.

Copyright: (c) WEU Assembly - Assemblée de l'UEO

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"un_allemand_se_bat_pour_l_assemblee_de_l_ueo"_dans_frankfurter_allgemeine_zeitung_27_juillet_2000-fr-70234c09-2193-49ac-91ae-95f9c24e6511.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 20/09/2012

Un Allemand se bat pour l'Assemblée de l'UEO

C'est précisément à la France, qui, à la différence des autres pays membres, avait placé des espoirs dans l'Union de l'Europe occidentale (UEO), que revient la tâche de "liquider" cette organisation de défense. Ce processus, mené par la France, qui exerce la double présidence de l'UE et de l'UEO depuis le 1er juillet dernier, est désigné en langage diplomatique sous le terme d'"intégration de l'UEO dans l'UE", l'objectif visé étant d'unifier les structures de la politique de sécurité et de défense européenne.

Le gouvernement allemand ne pouvait qu'approuver les décisions prises lors des Sommets de l'UE de Cologne et d'Helsinki sur un transfert des compétences de l'UEO à l'UE. En effet, l'adhésion à l'Union de l'Europe occidentale, née du Traité de Bruxelles de 1948, conclu à l'origine contre l'Allemagne, avait été imposée en 1955 par la France, l'intégration de la République fédérale dans le système de défense occidental étant alors la condition posée par Paris à l'adhésion de Bonn à l'OTAN. Mais les responsables allemands de la politique étrangère – au contraire de leurs homologues français – n'ont jamais considéré l'UEO comme un concurrent sérieux de l'OTAN.

C'est néanmoins un Allemand, Klaus Bühler, membre de la CDU au Bundestag, qui se fait l'ardent défenseur de l'UEO dans les instances européennes. Que ce soit lors des sommets de l'UE ou par le biais des questions écrites posées au gouvernement fédéral, M. Bühler se bat pour que l'on maintienne au moins l'Assemblée parlementaire de l'UEO en tant qu'organe de contrôle démocratique des décisions prises en matière de défense. Inlassablement, il exhorte à tirer profit de la compétence acquise par l'Organisation et plaide pour la transformation de l'Assemblée de l'UEO en "Assemblée européenne de la sécurité et de la défense".

M. Bühler exerce depuis le 1er janvier dernier la fonction de Président de l'Assemblée de l'UEO. Il salue explicitement les efforts déployés par l'Union européenne pour créer des capacités de défense communes. "Le ministre européen de la défense a toujours son bureau à Washington", dit-il, "mais il faut que cela change". Nous sommes sur la bonne voie, estime-t-il, mais l'UE se dérobe devant les décisions essentielles. M. Bühler prend pour exemple le statut des six membres associés de l'UEO que sont la Turquie, l'Islande, la Norvège, la Pologne, la République tchèque et la Hongrie, également membres de l'OTAN. Conformément à la volonté de l'UE, les six ne devront plus à l'avenir être associés aux questions de défense européenne, ce que déplore M. Bühler. En revanche, il est prévu d'intégrer les cinq membres de l'UE qui ne font partie ni de l'UEO ni de l'OTAN et qui ont une position critique vis-à-vis des efforts déployés par l'Europe en matière de défense. "Nous aurons alors une communauté de défense composée d'Etats qui au fond ne veulent pas en faire partie et, à côté de cela, des Etats qui voudraient en faire partie, mais ne le peuvent", regrette M. Bühler.

Il demande également que soit clarifiée le plus rapidement possible la question des relations avec l'OTAN. Une coopération satisfaisante entre l'UE et l'OTAN est indispensable. L'UE ne s'est pas hasardée non plus à aborder la question des associés partenaires de l'UEO, à savoir la Slovaquie, la République slovaque, la Lettonie, l'Estonie, la Lituanie, la Roumanie et la Bulgarie. Pour ces sept Etats, collaborer aux travaux de l'Assemblée de l'UEO constitue une expérience précieuse, qui leur permet de se tenir informés sur les discussions relatives à la politique de défense et de maintenir un lien à long terme.

L'Union européenne n'a toujours pas mis au point de proposition équivalente pour ces sept pays. Lorsque, comme prévu, l'Assemblée de l'UEO sera dissoute, avec elle disparaîtra une plate-forme unique pour les échanges avec les pays d'Europe orientale et méridionale, déplore M. Bühler. Il n'existe pas non plus d'autre organe en Europe pour les échanges avec la Russie en matière de politique de défense. Le Parlement européen ne pourrait assumer le rôle joué par l'Assemblée de l'UEO. Conformément aux traités de l'UE, les parlementaires européens n'ont aucun droit de regard sur les questions de politique étrangère et de sécurité.

L'objection élevée par M. Bühler est rejetée par le gouvernement fédéral. Berlin veut renforcer le Parlement européen et le doter également, à moyen terme, de compétences en matière de défense et de sécurité. "Le gouvernement fédéral s'efforce d'être fidèle à l'esprit d'un cadre institutionnel unique pour l'UE et d'éviter de créer en dehors du Parlement européen des structures parlementaires conçues spécialement pour traiter

certain aspects de la politique de l'UE", a déclaré M. Zöpel, Ministre délégué aux affaires étrangères, à M. Bühler. Le Président Bühler déplore néanmoins le "déficit démocratique" dont souffre l'élaboration des structures de défense européennes. Des organes intergouvernementaux nouveaux tels que le Comité militaire ou l'Etat-major ont été mis en place à Bruxelles, mais leurs travaux ne seront soumis à aucune instance de contrôle démocratique. L'Europe doit donc veiller à ce que l'édification des structures de défense ne s'accompagne pas d'une "régression sur le plan démocratique", a précisé M. Bühler.